

## Chances/Capacité à intégrer un M1 Droit public ?

Par **Jurispolitiste**, le **01/08/2021** à **20:23**

Bonjour à tous,

Si je viens à vous écrire aujourd'hui, c'est pour avoir vos conseils sur mon projet professionnel.

Je suis étudiant à l'université, je passe en troisième année de licence en science politique à la rentrée. Le point essentiel est que je souhaiterais (c'est désormais certain) me diriger vers un Master de Droit public à l'issue de ma licence.

Je voudrais tenter les concours de la haute fonction publique après mon Master (ENA, IRA, MEAE).

Je me demande si les enseignements que j'ai reçus durant ma licence me permettront d'atteindre un tel objectif (entrer en M1 droit public). Je suis passionné par le droit public, notamment par le droit constitutionnel, je voudrais me spécialiser dans ce domaine tout en ayant une formation qui prépare aux concours A/A+.

Le bon point est que ma licence comporte beaucoup de cours de droit (surtout de droit public mais aussi de droit privé !).

J'ai pu suivre des cours de droit constitutionnel, droit administratif, finances publiques, droit civil, histoire du droit public et privé, institutions judiciaires et admin, etc.

Et des cours évidemment de science politique (relations internationales, sociologie politique, etc).

J'ai eu de bonnes notes un peu partout, de très bonnes notes en droit constitutionnel, une mention en L1 et en L2.

Je suivrai également des cours de droit international public, de droit européen et de droit des libertés fondamentales en L3.

Selon vous, le fait d'avoir étudié ces matières me permettra-t-il de bénéficier d'une validation des acquis et être admis à côté d'étudiants en licence de droit, de AES ou LAP ?

J'ai pensé à compléter ma formation par une licence en droit dispensée à distance en demandant un passage direct en 3e année afin de renforcer mes chances d'avoir un M1 en droit public et surtout approfondir mes connaissances en droit.

L'atout est que je pourrai suivre des cours de droit administratif des biens, de contentieux administratif, de droit des sociétés, de droit du travail etc.

Je suis une personne motivée, curieuse et organisée. Ce sera une double charge de travail

mais je suis prêt à relever le défi si je réussis à décrocher une équivalence en L3 droit à distance.

PS : sur certains sites web de Masters de droit public, certains directeurs mentionnent que les détenteurs d'une licence de science politique sont susceptibles d'être admis (notamment Lille). Néanmoins je ne retrouve pas cette information pour les Masters au sein des facultés de droit parisiennes (que j'ambitionne d'intégrer).

Je vous remercie du temps que vous prendrez à me lire et espère pouvoir lire, à mon tour, vos avis et conseils.

Par **Isidore Beautrelet**, le **02/08/2021** à **11:51**

Bonjour

[quote]

être admis à côté d'étudiants en licence de droit, de **AES ou LAP ?**

[/quote]

Vous avez bien fait de mentionner les cas des AES et LAP. Si les Masters de droit public sont ouvert aux AES/LAP alors je ne vois pas pourquoi ils seraient fermés à ceux sortant d'une licence science politique où ils ont autant sinon plus de cours en droit public.

D'ailleurs par curiosité pouvez-vous nous dire le nombre total d'heures que vous avez suivi pour chaque matière juridique ?

[quote]

Néanmoins je ne retrouve pas cette information pour les Masters au sein des facultés de droit parisiennes (que j'ambitionne d'intégrer).

[/quote]

Il faut contacter les responsables de ces Masters.

Toutefois, ne faites pas un blocage sur Paris, si vous n'avez pas pour ambition de travailler là-bas.

Par **Jurispolitiste**, le **02/08/2021** à **15:35**

Bonjour Isodore,

Merci beaucoup de votre réponse tout d'abord qui me rassure beaucoup.

"D'ailleurs par curiosité pouvez-vous nous dire le nombre total d'heures que vous avez suivi pour chaque matière juridique ?"

Oui bien sûr, pour toutes les matières citées j'ai suivi environ 35h de cours. Et pour certaines

matières, des TD accompagnés (en droit constitutionnel et administratif).

Que pensez-vous de l'idée de demander une équivalence en troisième année de licence de droit à distance ?

Est-ce que ce serait bénéfique ou faudrait-il mieux miser sur une L3 très bien réussie notamment en droit européen et droit international public (qui sont sans TD dans le cadre de ma licence actuelle...) ?

Par ailleurs, envisager les concours de la diplomatie française (ENA plus largement aussi) en passant par une formation en droit public est-elle porteuse ? En effet, je voudrais allier mes connaissances en matière de relations internationales avec ma passion pour le droit public (et les droits fondamentaux).

Par **Isidore Beautrelet**, le **03/08/2021** à **07:35**

Bonjour

[quote]

Que pensez-vous de l'idée de demander une équivalence en troisième année de licence de droit à distance ?

Est-ce que ce serait bénéfique ou faudrait-il mieux miser sur une L3 très bien réussie notamment en droit européen et droit international public (qui sont sans TD dans le cadre de ma licence actuelle...) ?

[/quote]

Je pense qu'il serait en effet plus prudent de demander à intégrer directement une troisième année de droit. Cela augmentera vos chances d'être pris dans un M1 droit public.

[quote]

Par ailleurs, envisager les concours de la diplomatie française (ENA plus largement aussi) en passant par une formation en droit public est-elle porteuse ?

[/quote]

Les Masters de droit public peuvent préparer à ses concours. A voir si vous pouvez aussi préparer ses concours dans le cadre d'un IPAG.